

# LIMITER LES CONFLITS ARMÉS DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

EN RENFORÇANT LA COOPÉRATION RÉGIONALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

## INTRODUCTION

La région du bassin du lac Tchad (BLT) est actuellement confrontée à une situation sécuritaire délicate. Dans les zones les plus touchées du Nord-Est du Nigeria, de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, de l'Ouest du Tchad et du Sud-Est du Niger, un lien dangereux entre le changement climatique et les conflits est devenu évident<sup>1</sup>. Au Cameroun, en 2021, par exemple, les pénuries d'eau liées au climat, dues à la fois à une pluviométrie faible et à des taux de précipitations élevés, ont provoqué des tensions entre les communautés de pêcheurs, d'agriculteurs et d'éleveurs. La concurrence pour des ressources rares (eau et pâturages) conduit à une escalade de la violence<sup>2</sup>. Tout cela a exacerbé l'insécurité alimentaire et la pauvreté, tout en réduisant l'accès aux services de base et aux services sociaux<sup>3</sup>.

Plus généralement, les variations climatiques accélèrent la perte de ressources naturelles telles que les pâturages et les sources d'eau, tout en catalysant les catastrophes naturelles qui ont exacerbé les conflits non seulement dans la région du BLT, mais plus largement dans toute l'Afrique<sup>4</sup>. Les conflits armés, provoqués par des groupes armés non-étatiques ou la prolifération d'armes légères et de petit calibre parmi les « civils », éclatent dans des régions fragiles, où les institutions et les économies sont faibles, où l'injustice et la violence sont répandues et où l'agitation sociale s'étend - par exemple, au sein de la communauté Logone Birni dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Dans ce domaine, le changement climatique a été largement reconnu comme un « facteur de menace » en raison de son rôle dans l'exacerbation des causes traditionnelles de conflit, en particulier dans la mesure où il intensifie la concurrence pour des ressources naturelles de plus en plus rares<sup>5</sup>. Dans ce contexte, cette note de synthèse analyse comment la coopération régionale entre les pays du BLT peut atténuer les conflits communautaires déclenchés par les effets du changement climatique sur les ressources naturelles.

## CONTEXTE

Dans son ouvrage intitulé *Environment, Scarcity, and Violence*, Homer-Dixon affirme que la raréfaction des ressources naturelles, en particulier sous l'effet des pressions démographiques, peut être un facteur de conflit<sup>6</sup>. Anderson et al. affirment en outre que le changement climatique et les variations des régimes hydriques et des pâturages qui y sont associées risquent d'être particulièrement préjudiciables aux écosystèmes naturels déjà soumis à une pression considérable du fait de l'exploitation humaine des ressources<sup>7</sup>. Ces pénuries environnementales ont de profondes conséquences sociales, notamment un mécontentement général, des conflits tribaux, des troubles urbains et d'autres violences civiles, en particulier dans les pays sous-développés et en développement<sup>8</sup>. En Afrique, les effets négatifs du changement climatique entraînent déjà une raréfaction des ressources et une pénurie environnementale<sup>9</sup>. Bien qu'aucun lien direct de cause à effet n'ait été établi entre le changement climatique et les conflits, dans certaines circonstances, le premier peut influencer les facteurs générant les seconds, exacerbant ainsi les risques pour la sécurité, y compris les conflits violents<sup>10</sup>. À cet égard, le changement climatique représente un « facteur de risque », un « amplificateur de fragilité » ou un « catalyseur de conflit » qui, en Afrique, peut se traduire par une augmentation de l'insécurité et de la violence

<sup>1</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Fragilité environnementale au Sahel », septembre 2022 - <sup>2</sup> Sanderson, C., 'Un « lien dangereux » : la violence alimentée par le climat dans le bassin du lac Tchad', 1er mars 2023 - <sup>3</sup> Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce du TCHAD (SISAAP), Programme Alimentaire Mondial et INSEED, 'Analyse de l'impact de la crise russo-ukrainienne sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Tchad', 2022. - <sup>4</sup> Mwiturubani, D. et van Wyk, J., *Changement climatique et conflits liés aux ressources naturelles en Afrique* (Institut d'études de sécurité : Pretoria, 2010) - <sup>5</sup> Lamarque, A., 'Violence et déplacements dus au climat dans le bassin du lac Tchad : focus sur le Tchad et le Cameroun', *Refugees International*, 19 jan. 2023, et Nett, K. et Rüttinger, L., *Insurrection, terrorisme et crime organisé dans un climat en réchauffement : Analyse des liens entre le changement climatique et les groupes armés non étatiques* (Adelphi : Berlin, 2016) - <sup>6</sup> Homer-Dixon, T. F., *Environnement, pénurie et violence* (Presse de l'Université de Princeton : 2001) - <sup>7</sup> Anderson, J. et al., *Le stress hydrique induit par le changement climatique et son impact sur les écosystèmes naturels et aménagés* (Parlement européen : Bruxelles, 2008) - <sup>8</sup> Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 'Changement climatique, dégradation de l'environnement, conflits et déplacements dans la région des États arabes', mai 2023. - <sup>9</sup> Brown, O., Hammill, A. et McLeman, R., 'Le changement climatique, « nouvelle » menace pour la sécurité : implications pour l'Afrique', *International Affairs*, vol. 83, no. 6 (2007), pp. 1141-54 - <sup>10</sup> Sida, 'La relation entre le changement climatique et les conflits violents', Boîte à outils verte/Boîte à outils pour la paix et la sécurité: Document de travail, 2018

armée<sup>11</sup>. Par exemple, comme le montre un reportage intitulé « Le changement climatique alimente les conflits dans le bassin du lac Tchad », l'épuisement des ressources naturelles dû aux intempéries exacerbe les tensions entre les communautés et entraîne le déplacement d'un grand nombre de personnes<sup>12</sup>. En outre, des études ont établi un lien entre une augmentation de 0,5°C du réchauffement de la planète et une augmentation de 10 à 20 % du risque de conflit meurtrier<sup>13</sup>. En multipliant les menaces, le changement climatique expose et aggrave les tensions préexistantes, la mauvaise gouvernance, les injustices historiques et coloniales et d'autres facteurs socio-économiques<sup>14</sup>. En ce qui concerne les terres, le changement climatique a perturbé et continuera de perturber les régimes pluviométriques, réduisant encore la disponibilité de l'eau douce d'environ 20 à 30 % dans certaines parties de l'Afrique<sup>15</sup>. Les déficits pluviométriques enregistrés pour la première fois en 1972 ont continué à s'aggraver, malgré des inondations occasionnelles de courte durée, entraînant des diminutions systématiques de l'eau des lacs<sup>16</sup>. Le bilan hydrique global d'un bassin lacustre est influencé par des interactions étroites entre les précipitations, l'évaporation, les apports d'eau du lac et les fuites d'eau souterraine sous le lac lui-même<sup>17</sup>. Dans le cas du BLT, la

pénurie des ressources a été accrue à la fois par ces facteurs environnementaux et par l'activité humaine, comme la construction de barrages en amont et l'incendie des forêts. Ailleurs, les conflits liés à des projets de barrages massifs en Asie centrale et dans le bassin du Nil, les tensions entre agriculteurs et éleveurs dans la Corne de l'Afrique et la fragilité de l'État en Irak et en Iran (causée, au moins en partie, par des problèmes d'eau) mettent en évidence quelques-unes des nombreuses façons dont les différends liés à l'eau peuvent fonctionner comme un « multiplicateur de menaces », déclenchant ou intensifiant un conflit<sup>18</sup>. La pénurie croissante d'eau et la dépendance excessive à l'égard des activités agricoles pluviales, combinées à l'instabilité politique de la région du BLT et à sa propension à la sécheresse, signifient que la région est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, tels que la hausse des températures et la variabilité accrue des précipitations<sup>19</sup>. Plus généralement, la baisse de la productivité agricole causée par les effets du changement climatique provoque ou exacerbe l'insécurité alimentaire et les hausses insoutenables des prix des denrées alimentaires dans toute l'Afrique subsaharienne, les pays aux populations nombreuses ou denses et aux institutions faibles étant les plus touchés.

1

## L'ASSÈCHEMENT DU LAC TCHAD, 1964-2023

### CHANGEMENT CLIMATIQUE, GESTION DES RESSOURCES ET CONFLITS DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

La région du BLT continue de souffrir d'une sécheresse persistante, d'une désertification sévère et de l'érosion des sols, réduisant la végétation disponible pour les pâturages et l'eau. Ces changements entraînent une modification des schémas de pâturage, tandis que la baisse spectaculaire de la quantité d'eau s'écoulant du Logone, du Chari et de la Komadougou-Yobé dans le lac Tchad a contraint les habitants de la région à se battre pour obtenir les maigres ressources en eau disponibles<sup>20</sup>. Tout cela a conduit à de violents conflits entre agriculteurs et éleveurs. Au Nigeria, par exemple, ces violences sont devenues un problème de sécurité majeur, entraînant la mort ou le déplacement de milliers de personnes. En fait, au cours du premier semestre 2018, les conflits intercommunautaires et ceux ayant comme motif les ressources ont tué six fois plus de personnes que l'insurrection de Boko Haram dans la zone du BLT du pays<sup>21</sup>. Les deux principaux systèmes d'approvisionnement en eau dans le bassin versant du lac Tchad sont Chari-Logone et Komadougou-Yobé. Ces bassins versants comprennent des rivières, des ruisseaux, des canaux, des lacs et des réservoirs, ainsi que des étangs permanents et temporaires<sup>22</sup>. Les changements de précipitations et de température entraînent une diminution du lac, ce qui a un impact négatif sur l'écosystème et les activités de subsistance liées à la pêche, à l'élevage et à l'agriculture. La diminution des ressources en eau et des prairies dans la région du BLT, causée par des conditions météorologiques défavorables provoquées ou exacerbées par le changement climatique, a attisé les tensions entre les communautés. Environ 3 millions de personnes ont été déplacées et 11 millions d'autres ont besoin d'une aide humanitaire<sup>23</sup>.

Le lien entre le changement climatique et les conflits est évident dans les conflits intercommunautaires déclenchés par la pénurie

de ressources naturelles dans diverses régions de l'Afrique subsaharienne. Malgré cela, on a prêté peu d'attention à la manière dont le changement climatique a engendré une insécurité dans la région. La région du BLT en particulier est devenue, au cours des dernières décennies, un foyer de contestation des ressources naturelles, notamment de la terre, de l'eau et de la nourriture<sup>24</sup>. Les récents événements survenus au sein de la communauté Logone Birni, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, ne sont qu'un exemple de conflit violent alimenté par le changement climatique<sup>25</sup>. Environ 30 millions de personnes au Nigeria, au Tchad, au Niger et au Cameroun se disputent actuellement ce qui reste des ressources en eau du lac Tchad qui s'amenuisent rapidement, celui-ci ayant perdu environ 90 % de ses eaux de surface depuis 1960 (voir figure 1)<sup>26</sup>. Cette concurrence accentue les déplacements, la faim et la malnutrition, et constitue un facteur clé dans le nombre croissant de cas d'enlèvements, d'assassinats et de violations des droits de l'homme observés dans la région. Face à la prolifération des groupes armés dans la région, la résolution 2349 du Conseil de sécurité des Nations unies de 2017 reconnaît « les effets néfastes du changement climatique et des changements écologiques, entre autres facteurs, sur la stabilité de la région, notamment du fait de la pénurie d'eau, de la sécheresse, de la désertification, de la dégradation des sols et de l'insécurité alimentaire »<sup>27</sup>. En 2021, l'ancien président nigérian Mohamadou Buhari a affirmé aux Nations unies que le lac Tchad, autrefois une « oasis dans le désert », n'est plus qu'un désert, où agriculteurs et éleveurs se disputent le peu d'eau qui reste. M. Buhari a également affirmé que les jeunes de la région rejoignent les groupes terroristes en raison du manque d'emplois et des conditions économiques difficiles<sup>28</sup>. Environ la moitié de la population du Nord-Est du Nigeria vit de l'agriculture, de la

<sup>10</sup> Sida, 'La relation entre le changement climatique et les conflits violents'. Boîte à outils verte/Boîte à outils pour la paix et la sécurité: Document de travail, 2018 - <sup>11</sup> Goodman, S. et Bau-du, P., 'Le changement climatique en tant que « multiplicateur de menaces »: histoire, utilisation et avenir du concept', Briefer no. 38, Centre pour la sécurité climatique, Conseil des risques stratégiques, 3 jan. 2023 - et Birkmann, J. et al., 'Pauvreté, moyens de subsistance et développement durable', eds. O. Pörtner et al., Changement climatique 2022: Impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Presse de l'Université de Cambridge : Cambridge, RU et New York, NY, 2022), pp. 1171-274 - <sup>12</sup> Kabukuru, W., 'Le changement climatique alimente les conflits dans le bassin du lac Tchad', AP 19 jan. 2023 - <sup>13</sup> Birkmann et al. (note 11); et Lenton, T. M. et al., 'Quantifier le coût humain du réchauffement climatique', Nature Sustainability, vol. 6 (2023), pp. 1237-47 - <sup>14</sup> UNDP (note 8) - <sup>15</sup> Pham-Duc, B. et al., 'L'hydrologie du lac Tchad dans le contexte du changement climatique actuel', Scientific Reports, vol. 10, no. 5428 (2020) - <sup>16</sup> Shiklomanov, I. et al., 'Chapitre 4. Hydrologie et ressources en eau', Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), 2018 - <sup>17</sup> Pöschke, F. et al., 'Comment les eaux souterraines influencent-elles le bilan hydrique d'un lac de plaine ? Une étude de terrain sur le lac Stechlin, dans le nord-est de l'Allemagne', Limnologia, vol. 68 (Jan. 2018), pp. 17-25 - <sup>18</sup> Schmeier, S. et al., 'Pénurie d'eau et conflits : un lien qui n'est pas si évident', Centre pour les relations Afrique-Europe, 31 oct. 2019 - <sup>19</sup> Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Changement climatique et sécurité alimentaire : Risques et réponses (FAO : 2015) et Holleman, C. et al., 'L'impact de la variabilité et des extrêmes climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire : Une analyse des preuves et des études de cas. Étude technique sur l'économie du développement agricole du FAO No. 4 (FAO: Rome, 2020) - <sup>20</sup> Nwilo, P. C. et al., « Impacts du changement de l'occupation des sols sur la désertification dans le nord du Nigeria et implications pour le bassin du lac Tchad », Journal of Arid Environments, vol. 181 (Oct. 2020) - <sup>21</sup> Eberle, U., « Le facteur climatique dans les violences entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria », International Crisis Group - <sup>22</sup> Olowoyeye, O. S. et Kanwar, R. S., « Durabilité de l'eau et de l'alimentation dans les pays riverains du lac Tchad en Afrique », Sustainability, vol. 15, no. 13 (2022) - <sup>23</sup> Kabukuru (note 12) - <sup>24</sup> Lamarche (note 5) - <sup>25</sup> Skah, M. et Lyammouri, R., « Le lien entre le changement climatique et la sécurité : étude de cas du bassin du lac Tchad », Policy Center for the New South, 2020 - <sup>26</sup> Olowoyeye et Kanwar (note 22) - <sup>27</sup> Hussona, J., « Comment le changement climatique alimente-t-il les conflits en Afrique ? », AOA, 10 mars 2021 - <sup>28</sup> Jinadu, L. A., « Résoudre les conflits entre éleveurs et agriculteurs au Nigeria », Future Africa Forum, 17 mars 2021

FIGURE 1



Source: EcoHubMap (2023)

pêche ou de l'élevage. Cependant, en raison de l'aridité croissante, la plupart de ces moyens de subsistance ont disparu, laissant les jeunes vulnérables au recrutement par les insurgés du groupe Boko Haram<sup>29</sup>. Les attaques du groupe sont devenues plus fréquentes et plus brutales depuis 2020, 110 riziculteurs ayant été tués lors d'une seule attaque au début du mois de décembre 2020<sup>30</sup>. Les causes profondes de la multiplication des conflits dans le nord du pays sont la dégradation des prairies due au climat et le fait que les éleveurs sont repoussés vers le sud par le développement rapide des milices ethniques<sup>31</sup>. Entre-temps, face à la chute dramatique des volumes d'eau, les pêcheurs et les agriculteurs Musgum du Nord du Cameroun ont construit d'énormes fossés pour contenir les eaux résiduelles du fleuve Logone, ce qui leur permet de continuer à pêcher et à cultiver leurs terres<sup>32</sup>. Toutefois, à cause de ces tranchées boueuses, le bétail des bergers de Choa Arab s'est retrouvé coincé dans les fossés et de nombreuses bêtes s'y sont brisé les pattes. L'un de ces incidents a déclenché des affrontements le 10 août 2021 qui ont fait au moins 45 morts et 74 blessés (15 autres personnes ont disparu et sont présumées mortes en traversant le fleuve Logone vers le Tchad)<sup>33</sup>. Déclenchées par les pénuries d'eau engendrées par le changement climatique, les hostilités de la mi-2021 au sein des communautés de pêcheurs, d'agriculteurs et d'éleveurs, ont finalement contraint environ 60 000 Camerounais à fuir pour se réfugier au Tchad voisin<sup>34</sup>.

2

## LA COOPÉRATION RÉGIONALE POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Les quatre pays riverains du lac Tchad - le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria - se sont réunis pour créer la CBLT le 22 mai 1964. Les pays du bassin du lac Tchad, répartis entre les régions de la CEDEAO et de la CEEAC, sont situés dans une zone caractérisée par des mouvements importants et des frontières perméables. Dans le même temps, ils sont confrontés à des défis environnementaux et sécuritaires de plus en plus importants<sup>35</sup>. Constituée pour régler les litiges transfrontaliers, la CBLT est reconnue par tous les gouvernements riverains et a été chargée de mettre en œuvre un système intégré et durable de gestion des ressources en eau du BLT, tout en tenant compte des conséquences du changement climatique<sup>36</sup>. À cette fin, la CBLT vise à promouvoir l'intégration, la paix et la sécurité dans toute la région, tout en surveillant, en réglementant et en harmonisant la gestion des ressources naturelles du bassin. L'un des principaux principes du plan pour le BLT est que le lac Tchad devienne un centre de développement agricole régional. À cet égard, il est essentiel de planifier des actions spécifiques qui permettront aux communautés locales de mieux résister au changement climatique, tout en favorisant la croissance régionale. Le plan se concentre donc sur la réduction de l'extrême pauvreté dans la région, sur la garantie des moyens de subsistance des personnes résidant autour du lac et sur l'amélioration de la contribution du lac à la sécurité alimentaire régionale<sup>37</sup>. L'émergence de Boko Haram a mis la CBLT sous les projecteurs de la scène régionale, car les États concernés avaient besoin d'une plateforme politique pour coordonner leurs efforts militaires et favoriser la collaboration transfrontalière dans la lutte contre le terrorisme. La CBLT a donc servi de passerelle régionale, établissant la structure juridique nécessaire pour faciliter la coopération et allouer des fonds à la force multinationale mixte (FMM) impliquant le Nigeria, le Cameroun, le Niger, le Tchad et le Bénin<sup>38</sup>. Bien que le Bénin ne soit pas membre de la CBLT en raison de l'absence de connexion directe avec le bassin, le pays s'est activement engagé dans les efforts de collaboration de la commission pour lutter contre Boko Haram. Il est arrivé que des citoyens béninois soient recrutés par le groupe extrémiste, même si la frontière du pays se trouve à quelque 700 km de la région où Boko Haram opère<sup>39</sup>. En outre, des inquiétudes ont été exprimées quant à une évolution vers des idéologies plus conservatrices au sein des communautés musulmanes du nord du pays. Initialement, il était prévu que le

Bénin fournisse environ 800 soldats à la FMM. En avril 2016, ce nombre a été ramené à 150. L'objectif principal de ces troupes semble être d'assurer la sécurité du quartier général de la FMM et de fournir des services d'escorte aux convois humanitaires et aux dignitaires<sup>40</sup>. Les États membres ont confié à la CBLT la responsabilité de mettre en place les procédures et les mécanismes nécessaires pour améliorer la collaboration transfrontalière en matière de sécurité et de stabilisation, de relèvement rapide et de développement durable. En outre, afin de soutenir les efforts des États membres de la CBLT et du Bénin pour « créer un environnement sûr et sécurisé et contribuer à la stabilisation de la situation dans les zones affectées » par les activités de Boko Haram, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a approuvé le déploiement de la FMM en mars 2015<sup>41</sup>. La deuxième phase du mandat de la FMM, comme le souligne le Strategic Concept of Operations of the Force, est de « faciliter la mise en œuvre des programmes de stabilisation globale par les États membres de la CBLT et le Bénin dans les zones touchées, y compris la restauration complète de l'autorité de l'État et le retour des personnes déplacées et des réfugiés »<sup>42</sup>. En août 2018, les États membres de la CBLT, avec l'aide de l'UA et du Programme des Nations unies pour le développement, ont élaboré la stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience. Ainsi, les réponses militaires aux problèmes de sécurité, d'aide humanitaire et de conflit dans le BLT ont, au cours des deux dernières années, cédé la place à des initiatives plus globales impliquant une variété d'acteurs politiques, de développement, d'aide humanitaire et de paix<sup>43</sup>. Les risques de conflit dans la région du BLT ont été accrus par l'absence de politiques de gestion de l'eau et de l'environnement, par de mauvaises pratiques au niveau national et régional et par un manque de compréhension des écosystèmes aquatiques et des ressources en eau, laissant la population se départager des ressources rares<sup>44</sup>. En outre, il n'existe pas de système efficace de surveillance de la quantité ou de la qualité de l'eau, ni d'installations permettant des mesures d'alerte précoce et de préservation<sup>45</sup>. Une coordination inadéquate résultant d'une participation limitée des parties prenantes et d'une coopération déficiente en matière de gestion intégrée de l'eau au sein des pays et entre eux a été un facteur majeur contribuant à l'escalade des différends dans le bassin<sup>46</sup>. À cet égard, le cadre législatif environnemental et l'application des lois concernant les ressources

<sup>29-30</sup> Hussona (note 27) - <sup>31</sup> International Crisis Group, « Mettre fin à la spirale de la violence entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria », Rapport Afrique, n° 262, 26 juillet 2018 - <sup>32</sup> Ngargoune, A., « Le changement climatique alimente des affrontements au Cameroun qui forcent des milliers de personnes à fuir », UNHCR, 9 sep. 2021 - <sup>33</sup> Ngargoune (note 32) - <sup>34</sup> Lamarche (note 5) - <sup>35</sup> Clingendael - <sup>36</sup> Union Africaine, « Résumé stratégique Plan d'action territorial : Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience », 2022 - <sup>37</sup> Banque mondiale, « Investir dans la résilience et le développement dans la région du lac Tchad », 11 fév. 2016 - <sup>38</sup> ecdpm - <sup>39</sup> Clingendael - <sup>40</sup> Clingendael - <sup>41</sup> Commission du bassin du lac Tchad, « Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des Zones du Bassin du Lac Tchad », Communiqué RD-SRR, Juin 2022 - <sup>42-43</sup> Commission du bassin du lac Tchad (note 37) - <sup>44</sup> Tzanakakis, V. A. et al., « Défis et opportunités pour une gestion durable des ressources en eau sur l'île de Crète, Grèce », Water, vol. 12, no. 6 (2020) - <sup>45</sup> Commission du bassin du lac Tchad, « Gestion intégrée de bassin fluvial : les défis du bassin du lac Tchad, Vision 2025 » - <sup>46</sup> Commission du bassin du lac Tchad (note 41).

partagées nécessitent une mise à jour et une harmonisation sur une base régionale. Dans l'ensemble, le manque de collaboration entre les secteurs au sein des pays et entre les pays a conduit à une coordination inefficace, à une participation limitée des parties prenantes et à des institutions inadéquates pour la gestion intégrée des ressources en eau. En conséquence de cette absence de mesures proactives, les donateurs n'ont guère encouragé ou soutenu un programme cohérent et durable axé sur le développement durable dans la région du BLT<sup>47</sup>. Sans cette aide extérieure, les États membres de la CBLT doivent chercher d'autres moyens de réunir les fonds nécessaires à la mise en œuvre d'un système coûteux de surveillance de l'environnement. En réalité, le manque d'engagement des États membres a entravé la gestion efficace et durable des ressources en eau dans la région. Les accords régionaux et leur harmonisation, ainsi que la mise à jour du cadre juridique et des moyens d'application des lois, ont été négligés. De ce fait, les ressources en eau et l'écosystème du bassin n'ont pas été protégés en tant que ressources communes. Par ailleurs, la vision d'une région du lac Tchad caractérisée par des politiques intégrées de gestion durable n'est toujours pas réalisée en raison de l'absence de processus d'intégration aux niveaux local, national et régional<sup>48</sup>. Dans le même temps, une population en plein essor exerce des pressions de plus en plus fortes sur les écosystèmes, l'approvisionnement en eau et la biodiversité de la région. Chacun des pays du BLT devra donc élaborer des plans d'action nationaux pour surveiller les conflits armés et renforcer la coopération régionale en matière de changement climatique et de gestion des ressources naturelles. Actuellement, les autorités du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria ne disposent tout simplement pas des mécanismes de résolution des conflits et de consolidation de la paix nécessaires pour résoudre efficacement les conflits armés liés au climat qui sévissent dans la région.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les pressions exercées ces dernières années par le changement climatique en Afrique, et plus particulièrement dans le BLT, sont sans précédent. L'irrégularité des précipitations et les changements climatiques, associée à une mauvaise planification et à de mauvaises politiques, rendent l'utilisation des terres difficile. Ainsi, la concurrence et les négociations autour de l'utilisation des terres continuent de s'intensifier, aggravées par les conflits nationaux et interétatiques dans la région<sup>49</sup>. Les effets négatifs des changements climatiques ont posé de nouveaux défis à la coopération régionale et aux différents pays membres, menaçant la sécurité des habitants de la région et empêchant de trouver des solutions politiques viables aux différents conflits du BLT<sup>50</sup>. Non seulement ces changements environnementaux appauvrissent davantage ceux qui dépendent des ressources naturelles de la région pour leur subsistance, mais ils conduisent également à la radicalisation de ceux qui ont tout perdu, en particulier les jeunes. Des efforts concertés doivent donc être déployés pour atténuer durablement ces effets liés au climat, en commençant par s'attaquer aux causes profondes du conflit dans la région, ce qui nécessitera un véritable engagement de la part des communautés locales et des gouvernements des pays membres de la CBLT.

À la lumière de ce qui précède, les recommandations suivantes devraient être prises en considération :

- La CBLT devrait créer des équipes spécialisées pour mener des discussions et développer des initiatives et des projets de collaboration qui reconnaissent le rôle des ONG dans (i) l'amélioration de la sensibilisation à l'échelle locale, nationale et mondiale, et l'établissement de liens entre elles ; (ii) l'encouragement de la participation de la communauté et l'utilisation des connaissances locales ; et (iii) la promotion de la collaboration et de la coopération entre les diverses organisations tout en encourageant la participation des secteurs public et privé.
- La CBLT, ses États membres et les parties prenantes, en particulier le Programme des Nations unies pour le développement, devraient redynamiser la mise en œuvre de la stratégie régionale du BLT.
- Les États membres de la CBLT devraient, de toute urgence, mettre en place des mécanismes de résolution des conflits, en exploitant les dialogues communautaires et les initiatives de médiation visant à résoudre les conflits déclenchés ou aggravés par le réchauffement climatique, tout en atténuant les conflits armés intercommunautaires et fondés sur les ressources.
- Les États membres de la CBLT, en collaboration avec d'autres parties prenantes, devraient donner la priorité à la préparation et à la mise en œuvre de plans d'action nationaux. La société civile peut contribuer de manière significative à la résolution des conflits, notamment par la médiation, bien qu'elle soit souvent exclue des processus de paix officiels menés par les gouvernements.
- La CBLT devrait mettre en place des plateformes d'alerte précoce et de réponse aux conflits afin de surveiller les hostilités potentielles découlant de la pénurie de ressources liée au changement climatique, notamment en ce qui concerne l'eau et les pâturages.
- Les pays du BLT, les parties prenantes, les acteurs de la stabilisation et de la paix, ainsi que les donateurs internationaux, devraient s'attacher à définir un objectif commun et à convenir de domaines d'action prioritaires pour le développement durable de la région.

<sup>47</sup> faolex - <sup>48</sup> info.undp - <sup>49</sup> FAO (note 19) - <sup>50</sup> Vivekananda, J. et al., Renforcer la stabilité : Faire face aux risques liés au climat et à la fragilité dans la région du lac Tchad (Adelphi : Berlin, 2019)

### À PROPOS DE L'AUTEUR

Francis Tazoacha - Analyste Paix et Sécurité  
Directeur de la division Paix et Sécurité  
Institut politique Nkafu

### MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)  
Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra  
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana  
Link Rd, Dhaka  
Tel: +233 302 411 638  
Mail: recapsecretariat@wanep.org  
www.recapnetwork.org

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

### RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive pour la coopération régionale regroupant plus de 40 organisations et experts spécialisés dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

L'objectif du réseau REcAP est de renforcer le rôle de la société civile, y compris les acteurs régionaux, nationaux et communautaires, et les chercheurs dans l'édification de la paix efficace, la gestion des crises et la prévention des conflits et de l'extrémisme violent afin de permettre aux décideurs de prendre des décisions plus éclairées.

[www.recapnetwork.org](http://www.recapnetwork.org)

